

Cuba aujourd'hui : conférence des journalistes Tania Hernandez et Hilario Batista

Le jeudi 17 novembre dernier, la salle de réunion du journal Justice accueillait une conférence sur Cuba aujourd'hui donnée par Tania Hernandez et Hilario Batista, journalistes à Radio Habana Cuba. L'échange a duré deux heures et demie, sans aucun problème de communication lié à la langue, puisque Tania Hernandez et Hilario Batista, parfaitement bilingues, animent respectivement des émissions en langue française et en langue créole sur leur radio. Le public, très nombreux (certains ont dû rester debout), a écouté avec intérêt leurs informations et leur a posé une foule de questions, auxquelles ils ont répondu sans langue de bois. Un certain nombre de personnes ayant déjà séjourné à Cuba sont intervenues pour apporter leur témoignage ou confirmer telle ou telle information.

Le débat a porté sur des sujets très divers: les contacts que les deux journalistes ont eus avec leurs confrères dans le cadre du colloque organisé par le Club Presse de Martinique; leurs échanges avec les élèves du Lycée Frantz Fanon de Trinité; la vie quotidienne à Cuba, les transports, l'alimentation, les loisirs; la nouvelle réglementation relative à la propriété privée de certains biens (appartements, maisons, véhicules à moteur, etc.) et au libre exercice d'un certain nombre de professions; les relations avec les Etats-Unis; les causes et les effets néfastes du blocus sur l'économie cubaine, sur la santé des Cubains, leurs possibilités d'accès à Internet ou de se rendre à l'étranger, surtout aux Etats-Unis.

Il a été question encore d'éducation, du rôle et de l'importance de la télévision comme instrument de formation à distance; de recherche scientifique, notamment dans le domaine médical; des relations amicales et de coopération de Cuba avec la Caraïbe et l'Amérique; de l'ALBA, de Petrocaribe et Telesur; de prévention des risques naturels, singulièrement des séismes qui font si peur aux Martiniquais, plus que les cyclones; du problème racial à Cuba, de la place des Noirs dans l'administration



De G à D : Evelyne Boucou, Michel Nédan, Tania Hernandez et Hilario Batista

et dans les assemblées élues.

Avec Hilario Batista, l'échange a porté plus particulièrement sur la présence du créole dans le parler cubain, sur sa fonction de langue de communication dans la Caraïbe, et sur la nécessité de le défendre et de le promouvoir. Certains assistants ont été surpris, qu'il y ait 400.000 créolophones à Cuba, ce qu'il a expliqué par l'immigration, celle des Haïtiens surtout.

Il convient de préciser que les deux journalistes cubains ont été invités par l'intermédiaire de l'Association d'amitié Martinique-Cuba, laquelle a créé toutes les conditions pour que leur séjour de deux semaines chez nous soit riche de rencontres et agréable.

La conférence du 17 novembre a été organisée par cette association, présidée par Michel Nédan et où militent un certain nombre de membres du PCM.

M. Belrose

Budget 2012 de l'Outre-mer : La "crise" ou l'heure de vérité qui approche



Marie-Luce Penchard : désengagement financier sous prétexte de la "crise"

Le débat sur le budget de l'Outre-mer ou des outre-mer, comme l'on dit maintenant, est l'occasion d'examiner la politique du gouvernement dans ces pays. Et cela est important puisque c'est le pouvoir central qui, pour l'essentiel, détermine le mode de développement desdits "DOM" en dépit de la décentralisation.

Rappelons, une fois de plus, que le budget de

l'Etat en Martinique est de l'ordre de 3 000 millions d'euros (3 milliards d'euros) en 2009 contre 350 millions d'euros pour la Région

La première observation, c'est que le gouvernement y applique sa politique d'austérité au nom de la "solidarité" et que certains de nos députés (A. Almont, S. Letchimy et L.-J. Manscour), lors du débat à l'assemblée nationale des 8 et 9 novem-

bre 2011, ont adhéré à ce principe, même s'ils demandent des aménagements à des degrés divers en raison de notre mal-développement. Le député Alfred Marie-Jeanne a récusé l'obligation de "solidarité".

Baisse des crédits

L'effort budgétaire global de l'Etat en outre-mer en 2012 (tous ministères confondus) sera d'environ 13 milliards d'euros, selon le rapporteur socialiste du budget Claude Bartolone. Il était en 2011 de 13,7 milliards d'euros en autorisations d'engagement et de 13,3 milliards d'euros en crédits de paiement. Autrement dit, il diminue. Selon le document de politique transversale (DPT) qui retrace les dépenses de l'Etat outre-mer l'augmentation entre 2011 et 2012 serait de l'ordre de 0,4 à 0,5%. En réel on a toujours une baisse.

A cela s'ajoute ce qu'on appelle les "dépenses fiscales", à savoir l'évaluation des dérogations à la fiscalité générale de l'Etat français. Le montant s'élèverait en 2012 à 2 958 millions d'euros.

La mission outre-mer (budget du ministère de l'outre-mer) qui ne représente que 15 % des dépenses globales de l'Etat dans les collectivités "ultramarines", après la baisse de 48 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 56 millions d'eu-